SV

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 42.820/4
DU 7 MAI 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Simplification administrative, adjoint au Premier Ministre, le 13 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "contenant les conditions d'agrément des organismes de recherche qui souhaitent conclure, dans le cadre de projets de recherche, des conventions d'accueil avec des chercheurs de pays hors Union européenne et fixant les conditions auxquelles de telles conventions d'accueil peuvent être conclues", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Préambule

1. L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 61/10, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et l'article 8 de la loi du 21 avril 2007 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Au préambule, il convient dès lors d'adapter l'alinéa 1er et d'insérer un nouvel alinéa entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2.

2. Aux alinéas 2 et 3, devenant les alinéas 3 et 4, il convient de mentionner les dates auxquelles les avis et accord ont été donnés.

3. À l'alinéa 4, devenant l'alinéa 5, il convient de viser l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

## Dispositif

### Article 1er

L'article 1er du projet, qui paraphrase l'article 61/10, § 1er, 4/, de la loi du 15 décembre 1980 précitée, est inutile et doit être omis.

Par contre, il convient d'insérer une référence à la directive 2005/71/CE du Conseil du 12 octobre 2005 relative à la procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique, conformément à l'article 17, paragraphe 1, alinéa 2, de cette directive.

### Article 3

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il convient, dans la version française, de remplacer les mots "l'institution scientifique effectue de la recherche" par les mots "l'organisme effectue de la recherche scientifique" (voir la version néerlandaise du projet).

2. Concernant les divers modes de preuves énumérés à l'alinéa 2 de l'article 3 du projet, la section de législation se demande si le dernier tiret en projet ne vise que les institutions de recherche scientifique agréées, en application de l'article 104, alinéa 1er, 3/, b), du Code des impôts sur les revenus 1992 ou s'il concerne également des agréments accordés dans le cadre d'autres mesures fiscales d'encouragement à la recherche scientifique. De manière plus générale, ne convient-il pas de viser d'autres hypothèses que celle de l'agrément, dans lesquelles des organismes bénéficient également au titre de la recherche scientifique de mesures fiscales d'encouragement, telles que notamment, celles prévues à l'article $275^3$ du même Code.

Le texte en projet doit être précisé.

Article 4

La section de législation n'aperçoit pas comment le paragraphe 6 peut être rendu applicable aux frais supportés par le centre public d'action sociale compétent.

Articles 5 et 7

Par respect du principe du parallélisme des formes, il convient d'assurer l'unité de procédure en matière d'octroi de l'agrément, de retrait de l'agrément ou de refus de son renouvellement.

Article 7

Il y a lieu de supprimer les mots "ou abroger" et "ou abrogé", l'article 61/10, § 2, 2/, de la loi du 15 décembre 1980 précitée ne prévoyant qu'une procédure de retrait. En l'espèce, il semble d'ailleurs que les deux termes sont synonymes et qu'ils ne produisent d'effet que pour l'avenir.

En outre, dans la version française, il convient de remplacer les mots "l'avis de la décision" par les mots "la communication de la décision".

Article 9

À l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "que si sont remplies les conditions suivantes".

Article 10

Pour assurer la cohérence du projet d'arrêté, il convient de viser la "convention d'accueil".

Article 12

1. L'article 8 de la loi du 21 avril 2007 précitée, prévoit que le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cette loi. Il convient dès lors de compléter l'article 12 du projet.

2. Concernant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, il convient d'assurer la cohérence avec la date d'entrée en vigueur prévue par l'arrêté royal modifiant, en ce qui concerne les chercheurs et les cadres, l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, au sujet duquel la section de législation a donné le même jour l'avis 42.819/4.

Article 13

Il y a lieu d'insérer les mots ", chacun en ce qui le concerne,".

Annexes

1. Contrairement à l'article 6, § 2, d) de la directive 2005/71/CE précitée, le modèle de la convention d'accueil, reproduit à l'annexe en projet, ne comporte aucune précision quant aux "conditions de travail du chercheur".

2. Les annexes du projet doivent être complétées par la mention "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ... contenant les conditions d'agrément des organismes de recherche qui souhaitent conclure, dans le cadre de projets de recherche, des conventions d'accueil avec des chercheurs de pays hors Union européenne et fixant les conditions dans

lesquelles de telles conventions d'accueil peuvent être conclues", et recevoir les mêmes signature et contreseing que le projet.

Observations finales

1. Il y a lieu de remplacer le code monétaire ISO "EUR" par le mot "euros" en toutes lettres.

2. Conformément aux règles de légistique, il ne convient pas, à peine d'en figer le renvoi dans le temps, de viser dans une disposition un texte réglementaire avec l'indication de ses modifications ou de la date de son insertion dans un autre texte [(1)].

Cette observation vaut pour les articles 1er et 9 du projet.

---

(1) Conseil d'État, Circulaire de légistique formelle - recommandations et formules, novembre 2001, point 5.5 (http://www.raadvst-consetat.be).

La chambre était composée de

| | | |
|---|---|---|
| Messieurs | Ph. HANSE, | président de chambre, |
| | P. LIÉNARDY, | conseillers d'État, |
| | J. JAUMOTTE, | |
| Madame | C. GIGOT, | greffier. |

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

SV

KONINKRIJK BELGIË

---

ADVIES 42.820/4

VAN 7 MEI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING

VAN DE RAAD VAN STATE

---

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 13 april 2007 door de Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de voorwaarden voor erkenning van de onderzoeksinstellingen die in het kader van onderzoeksprojecten gastovereenkomsten met onderzoekers uit niet-EU-landen willen afsluiten en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder dergelijke gastovereenkomsten kunnen worden afgesloten", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## Aanhef

1. Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 61/10, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en aan artikel 8 van de wet van 21 april 2007 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

In de aanhef dient het eerste lid dan ook te worden aangepast en behoort er tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid te worden ingevoegd.

2. In het tweede en derde lid, die het derde en vierde lid worden, dient de datum te worden vermeld waarop het advies en de akkoordbevinding zijn gegeven.

3. In het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, behoort te worden verwezen naar artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Dispositief

Artikel 1

Artikel 1 van het ontwerp, waarin artikel 61/10, § 1, 4/, van de voornoemde wet van 15 december 1980 wordt geparafraseerd, dient als overbodig te vervallen.

Er behoort daarentegen een verwijzing te worden ingevoegd naar richtlijn 2005/71/EG van de Raad van 12 oktober 2005 betreffende een specifieke procedure voor de toelating van onderdanen van derde landen met het oog op wetenschappelijk onderzoek, overeenkomstig artikel 17, lid 1, tweede alinea, van die richtlijn.

Artikel 3

1. In paragraaf 1, eerste lid, dienen in de Franse versie de woorden "l'institution scientifique effectue de la recherche" vervangen te worden door de woorden "l'organisme effectue de la recherche scientifique" (zie de Nederlandse versie van het ontwerp).

2. Wat betreft de verschillende bewijsmiddelen die opgesomd worden in het tweede lid van artikel 3 van het ontwerp, vraagt de afdeling wetgeving zich af of het laatste ontworpen streepje enkel betrekking heeft op de erkende instellingen voor wetenschappelijk onderzoek, overeenkomstig artikel 104, eerste lid, 3/, b), van het wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, dan wel of het eveneens betrekking heeft op erkenningen die toegekend zijn in het kader van andere fiscale maatregelen ter bevordering van het wetenschappelijk onderzoek. Behoort er, meer in het algemeen, geen melding te worden gemaakt van andere gevallen dan alleen de erkenning, waarbij instellingen eveneens in het kader van het wetenschappelijk onderzoek in aanmerking komen voor fiscale aanmoedigingen, zoals inzonderheid, die welke bepaald worden in artikel $275^3$ van hetzelfde wetboek ?

De ontworpen tekst dient te worden verduidelijkt.

Artikel 4

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk hoe paragraaf 6 toepasselijk verklaard kan worden wat betreft de kosten die gedragen worden door het bevoegde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Artikelen 5 en 7

Rekening houdend met het principe van het parallellisme der vormen behoort gezorgd te worden voor de eenheid van procedure inzake de verlening van de erkenning, de intrekking ervan of de weigering van de hernieuwing ervan.

Artikel 7

De woorden "of opheffen" en "of opgeheven" dienen te vervallen aangezien artikel 61/10, § 2, 2/, van de voornoemde wet van 15 december 1980 alleen voorziet in een intrekkingsprocedure. In casu lijken beide termen overigens synoniemen te zijn en uitsluitend gevolgen te hebben voor de toekomst.

.../...

Voorts dienen in de Franse versie de woorden "l'avis de la décision" vervangen te worden door de woorden "la communication de la décision".

Artikel 9

In het eerste lid van de Franse versie dient geschreven te worden : "que si sont remplies les conditions suivantes".

Artikel 10

Terwille van de samenhang van het ontwerpbesluit dient er gesproken te worden van de "gastovereenkomst".

Artikel 12

1. In artikel 8 van de voornoemde wet van 21 april 2007 wordt bepaald dat de Koning de datum van de inwerkingtreding van deze wet bepaalt. Artikel 12 van het ontwerp dient derhalve te worden aangevuld.

2. Wat de inwerkingtreding van het ontworpen besluit betreft, dient er gezorgd te worden voor samenhang met de datum van inwerkingtreding die bepaald wordt in het koninklijk besluit tot wijziging, wat betreft de onderzoekers en de kaderleden, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, waarover de afdeling wetgeving heden advies 42.819/4 gegeven heeft.

Artikel 13

De woorden ", ieder wat hem betreft," dienen te worden ingevoegd.

Bijlagen

1. In tegenstelling tot artikel 6, lid 2, d), van de voornoemde richtlijn 2005/71/EG wordt in het model van de gastovereenkomst, dat overgenomen wordt in de ontworpen bijlage, niets bepaald in verband met "de arbeidsvoorwaarden van de onderzoekers".

2. De bijlagen bij het ontwerp dienen aangevuld te worden met de vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ... houdende de voorwaarden voor erkenning van de onderzoeksinstellingen die in het kader van onderzoeksprojecten gastovereenkomsten met onderzoekers uit niet-EU-landen willen afsluiten en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder dergelijke gastovereenkomsten kunnen worden afgesloten", en dienen door dezelfde personen ondertekend en medeondertekend te worden als het ontwerp.

Slotopmerkingen

1. De ISO-afkorting "EUR" dient vervangen te worden door het woord "euro" dat voluit geschreven moet worden.

2. Overeenkomstig de wetgevingstechnische voorschriften hoeft in een bepaling niet verwezen te worden naar een regelgevende tekst met vermelding van de wijzigingen die daarin zijn aangebracht of van de datum waarop die bepaling ingevoegd is in een andere tekst, omdat anders de verwijzing in de tijd vastgelegd wordt [(1)].

Deze opmerking geldt voor de artikelen 1 en 9 van het ontwerp.

---

(1) Raad van State, Wetgevingstechniek - Aanbevelingen en formules, november 2001, punt 5.5 (http://www.raadvst-consetat.be).

De kamer was samengesteld uit

| | | |
|---|---|---|
| de Heren | Ph. HANSE, | kamervoorzitter, |
| | P. LIÉNARDY,<br>J. JAUMOTTE, | staatsraden, |
| Mevrouw | C. GIGOT, | griffier. |

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE